

De l'impérialisme à l'impérialisme*

Michel Husson, *Nouveaux cahiers du socialisme* n° 13, 2015

La mondialisation remet-elle en cause les approches classiques de l'impérialisme ? Telle est la question qui sert de fil directeur à cet article, qui comprend donc deux grandes parties. La première présente une brève revue de ces théories, et la seconde cherche à pointer les caractéristiques de la mondialisation qui rendent nécessaire une actualisation théorique et conceptuelle. Il s'agit de réflexions provisoires qui visent avant tout à esquisser les axes d'une telle actualisation.



Les théories classiques de l'impérialisme

Le terme d'impérialisme n'apparaît pas chez Marx, mais avec le livre d'Hobson paru en 1902¹. Il sera ensuite repris par les marxistes du début du XXème siècle. Mais ce concept ne désigne pas directement une théorie de l'exploitation des pays du Tiers Monde : il renvoie plutôt à une analyse des contradictions des pays capitalistes et à une théorie de l'économie mondiale dont les éléments constitutifs se trouvent déjà chez Marx.

Dés le *Manifeste du Parti Communiste*, Marx soulignait que « par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation » et, dans *Le Capital*, il affirmera très clairement que « La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même² ». Dans les analyses du *Capital*, la fonction du commerce international réside principalement dans la contre-tendance qu'il fournit à la baisse du taux de profit : « des capitaux investis dans le commerce extérieur sont en mesure de donner un taux de profit plus élevé parce que d'abord on entre ici en concurrence avec des pays dont les facilités de production marchande sont moindres. »³ Et Marx souligne qu'il y a transfert de valeur : « Le pays favorisé reçoit en retour plus de travail qu'il n'en a donné en échange, bien que cette différence, ce surplus, comme dans l'échange entre le capital et le travail, soit empoché par une classe particulière⁴ ».

Pour Lénine, Boukharine et Rosa Luxemburg, il ne s'agit pas au départ d'analyser ce que l'on appellerait aujourd'hui les relations Nord-Sud : la question théorique qui est discutée porte sur les conditions internes de fonctionnement du capitalisme. Après la « grande dépression », qui a duré de 1873 à 1895, le capitalisme renoue en effet avec une croissance plus dynamique, en même temps qu'il connaît des transformations substantielles. Toute une série de théoriciens dont Bernstein et ceux que Lénine appellera les marxistes légaux vont proposer une interprétation des schémas de reproduction démontrant la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme sur la seule base du marché intérieur. La question qui se pose est donc bien de comprendre le mode de fonctionnement du capitalisme à un stade particulier de son histoire. C'est par rapport à cette problématique que le concept d'impérialisme va être introduit et que les pays coloniaux ou semi-coloniaux vont jouer un rôle spécifique dans l'analyse théorique.

Aux pronostics optimistes d'un Bernstein sur la dynamique du capitalisme, Rosa Luxemburg oppose une lecture différente des schémas de reproduction. L'argument peut être résumé de manière assez simple. Avec l'accumulation du capital, la composition

* titre original : « Notes sur l'impérialisme contemporain ».

¹ voir bibliographie en annexe.

² *Le Capital*, Editions Sociales, Livre III, tome VI, p.341.

³ *idem*, p.250.

⁴ *idem*, p.251.

organique tend à augmenter, alors même que le capitalisme cherche à contenir la croissance des salaires. Dans ces conditions, si l'on maintient l'hypothèse attribuée à Marx, selon laquelle « les capitalistes et les ouvriers sont les seuls consommateurs », la reproduction du capital devient impossible. Rosa Luxemburg récuse en effet les thèses de Tougan-Baranovsky qui cherchait à montrer que l'expansion capitaliste était possible sur la base d'un auto-développement sans fin de la section des moyens de production. Elle retrouve une intuition fondamentale de Marx selon laquelle « la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle⁵ ». Pour Luxemburg, la reproduction du capital nécessite donc « comme première condition un cercle d'acheteurs qui se situent en dehors de la société capitaliste⁶ ».

Cette idée, comme on l'a vu, est déjà présente chez Marx, qui signalait dans *Le Manifeste* que, « poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe ». Cette conception, qui implique que la réalisation de la plus-value nécessite en permanence l'ouverture de marchés extérieurs, rend bien compte de la période d'expansion impérialiste, où les pays dépendants jouent un rôle croissant du point de vue des débouchés offerts. Mais son fond théorique ne saurait être systématisé : que, dans certaines conditions historiques particulières, l'expansion impérialiste soit un élément important, voire décisif, de l'accumulation du capital, c'est une chose. Mais faire de ce constat une loi absolue, comme Rosa Luxemburg pour qui « la plus-value ne peut être réalisée ni par les salariés, ni par les capitalistes, mais seulement par des couches sociales ou des sociétés à mode de production précapitaliste », est un pas que l'on ne saurait franchir.

« Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme⁷ ». On voit donc que Lénine prend comme point de départ le mode de fonctionnement des pays capitalistes les plus développés. Son propos est double : d'une part, rendre compte des transformations qui sont intervenues dans ce fonctionnement, d'autre part expliquer comment les rivalités inter-impérialistes ont conduit à la Première Guerre Mondiale.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, écrit en 1916, reprend à Hobson et Hilferding leurs analyses classiques du capitalisme financier, mais il élargit la définition à ces cinq « caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde et, 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes du monde⁸ ».

Boukharine⁹ propose une présentation de l'économie mondiale plus systématique que celle de Lénine, en insistant sur la contradiction entre l'internationalisation des forces productives et l'appropriation de la plus-value qui continue à se dérouler à l'échelle nationale. Il produit une critique de la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky selon laquelle la concentration du capital pourrait déboucher sur un fonctionnement

⁵ *Le Capital*, Livre III, tome VI, p.314.

⁶ *L'accumulation du capital* (1913), Petite Collection Maspero, Oeuvres IV, p.25.

⁷ *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions de Moscou, p.113.

⁸ *Idem*, p.114.

⁹ voir *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Anthropos, 1967.

harmonieux de l'économie mondiale. Cependant sa théorisation repose en fin de compte sur un modèle adapté à la période mais aujourd'hui dépassé : chaque capitalisme national résoudrait ses difficultés par la formation d'une sorte de capitalisme État, et les contradictions du capitalisme seraient reportées au plan mondial, ne se manifestant plus que sous forme de rivalités inter-impérialistes.

Trotsky a quant à lui esquissé une « loi du développement inégal et combiné » qui revient à affirmer que si le capitalisme tend à s'étendre au monde entier, il ne le fait pas de manière linéaire et harmonieuse. Cette approche permet d'éviter deux simplifications abusives. La première consisterait à présenter le capitalisme, malgré la violence de ses méthodes, comme un agent du progrès historique présentant en somme un bilan globalement positif. Mais la formulation de la loi se distingue également d'une thèse que l'on pourrait qualifier de tiers-mondiste selon laquelle le capitalisme serait radicalement incapable de soutenir un quelconque développement dans les pays dominés.

Ces acquis peu à peu accumulés par les classiques du marxisme vont être dilapidés par la contre-révolution stalinienne. Pour des raisons de convenance politique de la bureaucratie soviétique, la théorie marxiste va se trouver réduite à une vision schématique cherchant à affirmer le rôle progressiste des bourgeoisies nationales à l'égard d'un impérialisme intéressé au seul maintien des structures locales qualifiées de féodales, afin de justifier la politique de la Troisième Internationale.

Les théories de la dépendance

Par souci de simplification, on peut ranger sous ce vocable les très nombreuses contributions qui apparaissent après la Seconde Guerre Mondiale et qui renouent avec les théories classiques de l'impérialisme. La nouveauté importante consiste à raisonner du point de vue des pays dominés et à insister sur les déformations impliquées par le développement capitaliste mondial. Malgré la floraison d'approches très diversifiées, on peut cependant considérer qu'il existe un noyau commun que l'on pourrait résumer par cette définition de la dépendance, due à Dos Santos : « Par dépendance nous entendons une situation dans laquelle l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle elle est subordonnée. La relation d'interdépendance entre deux économies ou plus, entre celles-ci et le commerce mondial, prend la forme de la dépendance quand certains pays (les pays dominants) connaissent l'expansion et l'autosuffisance, tandis que d'autres (les pays dépendants) ne peuvent espérer y parvenir que comme sous-produit de cette expansion (...) Nous voyons que les relations mises en place par ce marché mondial sont inégales et combinées »¹⁰.

L'écho des formules de Trotsky est un peu plus qu'une coïncidence et marque le retour aux théorisations de l'économie mondiale prise dans sa globalité. Mais ce retour est tiré vers le « tiers-mondisme » tendant à survaloriser certains traits de la structure de l'économie-monde.

Les thèses d'André Gunder Frank¹¹ sont un bon exemple de cette tendance au passage à la limite. Le point de départ est le constat correct de la polarisation de l'économie mondiale : le développement du capitalisme n'est pas homogène, il existe ce que Frank et Samir Amin¹² appellent le Centre et la Périphérie. La volonté de se dégager du schématisme stalinien conduit Frank à pousser jusqu'au bout sa logique alternative en ce qui concerne l'Amérique latine. Puisqu'il s'agit de refuser des thèses « dualistes »

¹⁰ Theotonio Dos Santos, « [The structure of dependence](#) », *American Economic Review*, mai 1970.

¹¹ voir par exemple *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, 1968.

¹² Samir Amin, [L'accumulation à l'échelle mondiale](#), Anthropos Paris/IFAN Dakar, 1970.

sommaires opposant un secteur « féodal » et un secteur capitaliste, Frank va insister sur la prédominance du capitalisme, en affirmant que l'Amérique latine est capitaliste, dès les premières années de la conquête.

Cette tendance à sauter d'un schéma extrême à l'autre se retrouve de manière encore plus marquée dans une approche qui a été dominante dans les années soixante et que l'on pourrait résumer sommairement ainsi. Le capitalisme pille le Tiers monde¹³, il rapatrie l'intégralité de ses profits, il est donc incapable d'assurer le développement industriel des pays dominés. Il n'existe donc aucune différence de nature entre révolution anti-impérialiste et révolution socialiste. Que cette conclusion soit cohérente avec la théorie de la révolution permanente va de soi. Ce qui est moins convaincant rétrospectivement, c'est le caractère unilatéral de l'analyse économique, fondée notamment sur la notion d'échange inégal.

La figure du pillage était très répandue et elle a trouvé son modèle théorique avec le livre d'Arghiri Emmanuel¹⁴. Ce modèle a pour lui le mérite de la simplicité : les pays de la périphérie sont caractérisés par des salaires et des niveaux de productivité inférieurs. Il existe cependant un marché mondial sur lequel se forme, par péréquation des taux de profit, un prix unique. Cette unicité de prix, rapportée aux différences de productivité, conduit à des transferts de valeur, autrement dit à une exploitation de la périphérie par le centre. L'erreur de fond de ce modèle consiste à confondre pays et capitaux, et elle débouche inmanquablement sur cette vision paradoxale d'une solidarité d'intérêts entre la classe ouvrière et la bourgeoisie des pays impérialistes, qui, pour ainsi dire, co-exploiteraient les salariés des pays dépendants. Rien d'étonnant à ce que l'on ait pu à l'époque parler de « nations prolétaires », ce qui conduit malgré tout à un glissement étonnant, puisque le radicalisme de la théorie de l'échange inégal tend finalement à retrouver l'idée de nationalisme anti-impérialiste.

Ce panorama rapide ne rend pas compte de la richesse et du foisonnement des débats. La critique principale que l'on peut cependant adresser aux versions radicalisées des théories de la dépendance est d'avoir fait obstacle à la compréhension des processus d'industrialisation qui se développaient précisément dans les années soixante. Dans plusieurs pays capitalistes dépendants, comme le Mexique, l'Argentine ou le Brésil en Amérique latine, la Corée ou l'Inde en Asie, l'Algérie ou la Côte d'Ivoire en Afrique, des processus d'industrialisation ont eu lieu après la Seconde Guerre Mondiale, jusqu'au début des années soixante-dix. Les taux de croissance atteints en moyenne dans les pays du Sud sont équivalents, voire supérieurs, sur cette période à ceux des pays impérialistes.

Les versions les plus extrêmes et/ou les plus vulgarisées des théories de la dépendance n'ont pas permis à l'époque de comprendre correctement la réalité d'un développement local fondé sur la croissance des industries de substitution remplaçant progressivement les biens importés. Cette vision trop unilatérale des choses renvoyait à un rôle excessif accordé à la sphère de la circulation et popularisait l'image de pays dont la richesse était continuellement pompée de l'extérieur, avec une tendance symétrique à exagérer l'importance de ce transfert pour les pays impérialistes.

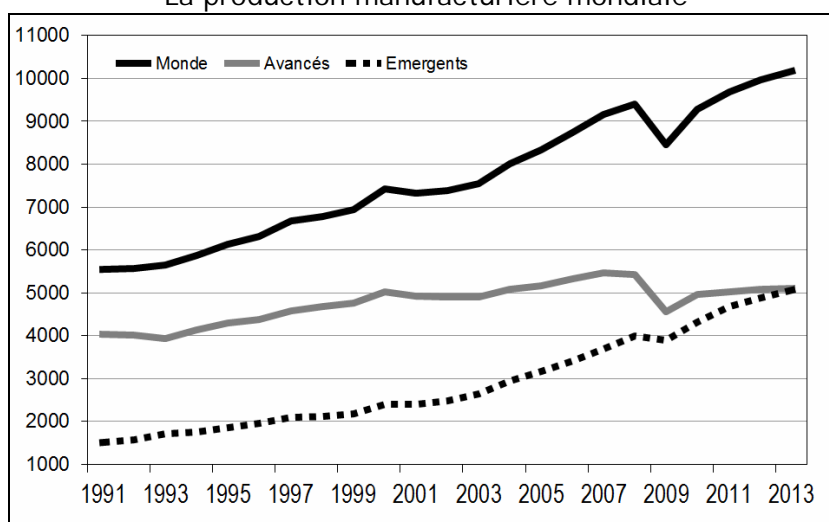
¹³ Pierre Jalée, *Le Pillage du Tiers monde*, Maspero, 1965 ; *Le Tiers Monde dans l'économie mondiale*, Maspero 1968 ; traduction anglaise : [The Third World in World Economy](#), Monthly Review Press, 1969.

¹⁴ Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal*, Maspero, 1969 ; traduction anglaise : [Unequal Exchange](#), Monthly Review Press, 1972.

Le grand basculement du monde

La mondialisation a conduit, par « effet boomerang », à un véritable basculement de l'économie mondiale. On peut le mesurer de multiples manières mais le critère le plus significatif est sans doute le degré d'industrialisation. Entre 2000 et 2013, la production manufacturière mondiale (industrie hors énergie) a progressé de 37 %, mais la quasi-intégralité de cette augmentation a été réalisée par les pays dits émergents où elle a plus que doublé (+112 %) alors qu'elle stagnait dans les pays avancés (+1,5 %). La moitié de la production manufacturière mondiale est aujourd'hui réalisée par les pays émergents (graphique 1). Ce constat, qui met à mal les thèses sur le « développement du sous-développement » et sur l'impossibilité de processus d'industrialisation au Sud, a un corollaire important : la mondialisation conduit à la formation d'une classe ouvrière mondiale, qui se développe essentiellement dans les pays émergents¹⁵.

Graphique 1
La production manufacturière mondiale



En milliards de dollars US. Source : [CPB World Trade Monitor](#)

Le phénomène a pris toute son ampleur depuis le début du XXIème siècle et a conduit à cette catégorie imprécise de pays « émergents ». Dans une définition large, elle désigne l'ensemble des pays « non avancés » (comme c'est le cas dans la décomposition de la production industrielle). Mais cette partition occulte le fait qu'il existe des pays qui ne sont ni « avancés » ni « émergents ». Elle est cependant suffisante pour prendre la mesure de ce grand basculement.

La question qui se pose alors est de savoir ce que cette montée en puissance des pays émergents remet en cause dans les approches « classiques » ou « dépendantistes » de l'impérialisme. Il ne faut pas craindre ici d'être iconoclaste (au moins dans un premier temps) et de souligner ce qu'il peut y avoir d'inédit dans cette nouvelle configuration.

Une nouvelle configuration de l'économie mondiale

Pour les classiques, les pays dépendants étaient les réceptacles des capitaux exportés par les pays impérialistes. On a vu que Lénine faisait de l'exportation de capitaux l'un des critères de définition de l'impérialisme. Mais il suffit de rappeler que les États-unis sont aujourd'hui importateurs nets de capitaux pour montrer que les choses ont changé. Pierre

¹⁵ Michel Husson, « [La formation d'une classe ouvrière mondiale](#) », note hussonet n° 64, 18 décembre 2013.

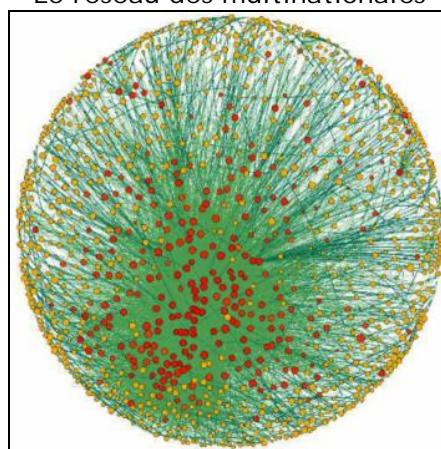
Dockès¹⁶ résume ainsi la configuration actuelle : « les capitaux ne se déplacent plus principalement du Nord au Sud, et non pas simplement du Sud au Nord, comme on le dit souvent, ils se déplacent des pays récemment émergés vers les pays matures et vers les pays encore en développement (un flux bien plus modeste) ». Dockès va jusqu'à parler d'un impérialisme « à l'envers » ou « d'émergence » qui « s'exerce, d'un côté vers les vieux pays développés, par les exportations de produits industriels et de capitaux, de l'autre côté sur les pays en développement (Afrique, Asie sous-développée) par l'emprise sur les ressources en matières premières, produits énergétiques et même sur les terres ».

L'indice sans doute le plus manifeste de ces mutations est celui qui vient d'être rappelé, à savoir l'industrialisation des pays de la périphérie, une industrialisation qui n'est plus cantonnée aux industries d'assemblage (textile ou électronique) et qui marque une « remontée des filières » vers des produits de haute technologie, voire des biens de production. Ce que l'on appelait les « Tigres », et notamment la Corée du Sud, avaient ouvert le chemin, aujourd'hui suivi de manière encore plus massive par la Chine.

L'économie mondiale est aujourd'hui structurée par un maillage complexe de capitaux qui définissent ce que l'on appelle des « chaînes globales de valeur ». Ce terme désigne la répartition des différents segments de l'activité productive sur plusieurs pays, du stade de la conception à celui de la production et de la livraison au consommateur final. Cela veut dire que l'on est passé d'une internationalisation à une mondialisation du capital qui conduit à l'organisation de la production à cheval sur plusieurs pays. L'image de l'économie mondiale ne doit donc plus être seulement celle d'un face à face asymétrique entre pays impérialistes et pays dépendants, mais celle de l'intégration de segments des économies nationales, sous l'égide des firmes multinationales qui tissent une véritable toile enserrant l'économie mondiale.

Une étude récente¹⁷ a établi la cartographie précise des interconnexions entre multinationales (graphique 2). Elle montre que la majeure partie (80 %) de la valeur créée par les 43 000 firmes prises en compte est contrôlée par 737 « entités » : des banques, des compagnies d'assurances ou des grands groupes industriels. En examinant de plus près le réseau complexe des prises de participation et d'autocontrôle, on s'aperçoit que 147 multinationales possèdent 40 % de la valeur économique et financière de toutes les multinationales du monde entier.

Graphique 2
Le réseau des multinationales



¹⁶ Pierre Dockès, « [Mondialisation et "impérialisme à l'envers"](#) », dans Wladimir Andreff (dir.), *La mondialisation, stade suprême du capitalisme ?*, Presses universitaires de Paris Ouest, 2013.

¹⁷ Stefania Vitali, James B. Glattfelder et Stefano Battiston, « [The Network of Global Corporate Control](#) », *PLoS ONE* 6(10), 2011 ; traduction française [sur le site de Paul Jorion](#).

Cette nouvelle configuration se traduit par un impressionnant dynamisme du capitalisme dans les pays émergents, dont les modes d'action brutaux, voire esclavagistes, évoquent les formes violentes prises par la révolution industrielle en Angleterre au XIX^{ème} siècle. On peut dire que les sources de la dynamique du capital se trouvent aujourd'hui dans les pays émergents, comme le prouvent leur résilience dans la crise, et surtout le fait qu'ils réalisent d'importants gains de productivité, alors que ces derniers s'épuisent tendanciellement dans les vieux pays capitalistes.

Cette dynamique n'est plus le simple reflet de la conjoncture dans les pays du Centre. Certes, il n'y a pas « déconnexion », puisque les pays émergents dépendent de leurs exportations vers le Nord. Mais ils accèdent progressivement à une autonomie fondée sur les échanges Sud-Sud et sur la croissance de leur marché intérieur.

La première implication de ce nouveau panorama est qu'il faut abandonner la représentation de l'économie mondiale comme la simple juxtaposition d'économies nationales et la remplacer par un concept d'économie mondiale intégrée. Les firmes multinationales sont l'agent de cette intégration, dont la géographie coïncide de moins en moins avec celle des États. Cette imbrication croissante rend obsolètes les outils d'analyse classiques et modifie les représentations de l'économie mondiale. Ainsi 15 % des salariés français, soit deux millions de personnes, travaillent dans des entreprises sous contrôle étranger, tandis que trois millions et demi de salariés à travers le monde sont employés par des filiales d'entreprises françaises. Dans un récent billet, Robert Reich montre que la notion de nationalité d'une entreprise est de moins en moins pertinente¹⁸. Il rappelle que seulement un salarié sur cinq d'IBM travaille aux États-Unis et que beaucoup de multinationales US ont établi des relations de co-investissement avec des firmes chinoises, et conclut ainsi : « Cessons de nous demander si les grandes multinationales sont « américaines ». C'est un jeu que nous ne pouvons pas gagner. Concentrons nous plutôt sur ce que nous voulons que les multinationales, quelle que soit leur nationalité, viennent faire en Amérique, et sur la façon dont nous pouvons les inciter à le faire ».

Cette imbrication mondialisée offre aux grands groupes des portes de sortie en leur procurant un marché beaucoup plus vaste que le marché intérieur de leurs ports d'attache (sans parler de l'évasion fiscale). On peut mesurer cet effet dans le cas français en comparant l'évolution de l'investissement réalisé en France avec celui qui est réalisé à l'étranger. Ce dernier, relativement faible au départ, s'est élevé de manière considérable durant la période de la « nouvelle économie » jusqu'au krach boursier de 2000, qui le fait baisser, avant que le mouvement reparte à la hausse en 2005. L'investissement domestique des sociétés, financières ou non financières, représente quant à lui une proportion à peu près stable du PIB. Le ciseau entre marché intérieur et marché mondial peut se mesurer aussi par la divergence de la rentabilité entre les grands groupes internationalisés et les autres entreprises. Entre 2000 et 2006, les profits des entreprises du CAC 40 ont doublé, passant de 46 à 96 milliards d'euros alors que le profit de l'ensemble des entreprises françaises n'a augmenté que de 20 %. Cette déconnexion s'explique par le fait que la majeure partie des profits des grands groupes a été réalisée à l'étranger. Autrement dit, on assiste à une dissociation de la dynamique des capitaux selon leur degré de branchement sur le marché mondial. Cela veut dire aussi que la faible croissance du marché intérieur d'un pays est supportable pour les entreprises de ce pays, à partir du moment où ils disposent de débouchés alternatifs sur le marché mondial.

¹⁸ Robert Reich, « [The Increasing Irrelevance Of Corporate Nationality](#) », 28 juillet 2014.

États et capitaux

A partir du moment où la carte des États et celle des capitaux sont de plus en plus disjointes, il faut penser autrement les relations qu'ils entretiennent. Certes, les liens privilégiés entre telle multinationale et son État de base n'ont évidemment pas disparu et « son » État cherchera à défendre les intérêts de ses industries nationales. La prise de distance vient plutôt du fait que les grandes entreprises ont le marché mondial comme horizon et que l'une des sources de leur rentabilité réside dans la possibilité d'organiser la production à l'échelle mondiale de manière à minimiser les coûts. Elles n'ont aucune contrainte les forçant à recourir à l'emploi domestique, et leurs débouchés sont en grande partie déconnectés de la conjoncture nationale de leur port d'attache. Le meilleur indice de cette asymétrie se trouve sans doute dans la montée du discours sur l'attractivité : il ne s'agit plus pour les États, et c'est vrai notamment en Europe, de défendre leurs « champions nationaux » mais de tout faire pour attirer les investissements étrangers sur leur territoire.

La mondialisation conduit donc à un entrelacement de relations de pouvoir qui s'organisent selon ce que l'on pourrait appeler une double régulation contradictoire. D'un côté, les États doivent combiner les intérêts divergents des capitaux tournés vers le marché mondial - et organisant la production en conséquence - et ceux du tissu d'entreprises produisant pour le marché intérieur. La distinction entre secteur « exposé » et secteur « abrité » revêt une importance croissante dans l'analyse des capitalismes nationaux. D'un autre côté, ces mêmes États cherchent à la fois à garantir une régulation nationale cohérente et les conditions d'une insertion optimale dans une économie de plus en plus mondialisée.

Dans ces conditions, les rapports entre États capitalistes s'articulent autour de deux objectifs contradictoires : chaque État cherche classiquement à assurer son rang dans l'échelle des hégémonies, mais il lui faut aussi garantir les conditions de fonctionnement du capitalisme mondialisé. Les institutions internationales, comme par exemple l'OMC (Organisation mondiale du commerce), fonctionnent alors comme une sorte de « syndicat d'États capitalistes » mettant en oeuvre une totale liberté de circulation des capitaux. Mais si l'on prend les négociations en cours sur le traité transatlantique (Tafta), l'enjeu est clairement pour les États-Unis de s'appuyer sur le « partenaire » européen pour réaffirmer leur hégémonie face à la montée de la Chine. Il n'existe donc aujourd'hui ni « ultra-impérialisme », ni « gouvernement mondial », ce qui fait du capitalisme contemporain un système qui échappe par nature à toute véritable régulation et qui fonctionne de manière chaotique, ballotté entre une concurrence exacerbée et la nécessité de reproduire un cadre de fonctionnement commun. Cela n'empêche évidemment pas que continuent par ailleurs des pratiques typiquement impérialistes. Un exemple très actuel est fourni par le projet d'accord de partenariat économique (APE) signé le 10 juillet dernier au Ghana, entre l'Union européenne et 16 pays de l'Ouest de l'Afrique. Il vise à supprimer 75% des droits de douane sur leurs importations en provenance de l'UE et à restreindre leur autonomie en matière de politique commerciale au-delà des exigences de l'OMC¹⁹.

Cet entrecroisement de relations de pouvoir rend probablement impossible un raisonnement en termes de successions de puissances dominantes, comme si l'hégémonie de la Chine devait mécaniquement prendre le relais de celle des États-Unis. Sans entrer dans une analyse géostratégique qui dépasse le cadre de cet article, on pourrait avancer que ces relations de pouvoir sont aujourd'hui structurées selon deux axes : un axe

¹⁹ Voir Jean Gadrey, « [STOP-APE](#) : un appel aux organisations de la société civile et aux élus, en Europe et en Afrique », 26 juillet 2014.

« vertical » classique opposant les grandes puissances, et un axe « horizontal » correspondant à la concurrence entre capitaux. C'est pourquoi l'économie mondiale ne peut plus être analysée selon le seul rapport hiérarchique opposant pays impérialistes et pays dominés. En poussant ce raisonnement jusqu'au bout, on pourrait en venir à parler d'un « impérialisme à l'envers », comme le fait Pierre Dockès qui a raison, en tout cas, d'insister sur la concurrence croissante qui s'exerce, non seulement pour la conquête des marchés mais aussi le contrôle des ressources.

Une configuration instable

S'il faut prendre la mesure du grand basculement de l'économie mondiale, il faut aussi chercher à en déceler les limites et les contradictions, et ne pas se borner à prolonger les tendances de la dernière décennie. Les réflexions qui suivent sont donc plus des hypothèses de travail que des « prédictions ». Mais il est peut-être utile après tout de partir de celles de l'OCDE qui vient de publier une étude prospective²⁰ sur les perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2060. Elle prévoit que « la croissance, même plus soutenue dans les pays émergents que dans ceux de l'OCDE, y ralentira malgré tout en raison d'un épuisement progressif du processus de rattrapage et d'une démographie moins favorable ». L'OCDE décompose classiquement la croissance en trois éléments : le capital, le travail (augmenté du « capital humain ») et la productivité globale des facteurs. Cette audacieuse comptabilité vaut ce qu'elle vaut. Mais elle pointe en tout cas un phénomène central qui est le ralentissement marqué de la productivité ainsi définie dans les pays émergents : elle passerait de plus de 5 % au cours de la dernière décennie à 3,2 % durant la suivante (2010-2020) et à 2,1 % à l'horizon 2060 (tableau 1).

Tableau 1
Les prévisions de croissance de l'OCDE

	2000-2010	2010-2020	2020-2030	2030-2040	2040-2050	2050-2060
pays de l'OCDE						
PIB	1,41	1,42	1,81	1,67	1,48	1,41
Productivité	0,76	1,10	1,50	1,38	1,28	1,24
Capital	0,18	0,06	0,15	0,06	-0,07	-0,11
Travail	0,49	0,30	0,16	0,23	0,26	0,28
pays du G20 hors OCDE						
PIB	6,46	4,86	3,71	3,22	2,51	2,34
Productivité	5,13	3,23	2,77	2,57	2,34	2,14
Capital	0,15	0,97	0,31	0,06	-0,05	-0,10
Travail	1,18	0,70	0,62	0,59	0,21	0,30

Ce constat selon lequel les gains de productivité - qui sont, encore une fois, la base matérielle de la dynamique du capital - se font aujourd'hui dans les pays émergents pourrait donc être contredit dans des délais peut-être plus brefs que les prévisions de l'OCDE. C'est d'autant plus vrai que celles-ci s'appuient sur l'hypothèse de gains de productivité qui seraient fondés pour les trois quarts sur les technologies de l'information, hypothèse que le rapport lui-même qualifie d'optimiste (*high*) « par rapport à l'histoire récente ».

²⁰ OCDE, [Policy challenges for the next 50 years](#), juillet 2014.

Le cas de la Chine conduit à prolonger cette problématique de la manière suivante : la remontée des filières, autrement dit la capacité de produire des marchandises de haute technologie, est-elle dépendante du co-investissement international ou traduit-elle une autonomie croissante de l'appareil productif chinois ? L'analyse des chaînes de valeur montre qu'il existe d'importants transferts de valeur ajoutée. La situation se complique avec une tendance à la suraccumulation de capital qui conduit à une baisse de rentabilité des capitaux²¹ à laquelle s'ajoute une dépendance croissante en matière d'énergie, de terres rares, etc. Les dirigeants chinois sont conscients des limites du modèle et ont planifié un recentrage sur le marché intérieur. Mais ce dernier se heurte à deux obstacles majeurs : d'une part, l'appareil productif n'est pas immédiatement adaptable à la demande intérieure et surtout, un tel recentrage nécessiterait une modification importante dans la répartition des revenus²².

Ces interrogations sont encore plus légitimes en ce qui concerne les autres *BRICS*. Ainsi, dans le cas du Brésil, Pierre Salama peut parler de « reprimarisation » et de désindustrialisation²³. De manière générale, les pays émergents sont entrés dans une phase d'instabilité chronique de leurs balances extérieures. Et surtout, l'économie mondiale ne peut s'analyser selon une partition approximative entre pays « avancés » et « émergents » qui oublie d'autres catégories de pays comme par exemple les pays rentiers. Une partie importante de la population mondiale vit dans des pays, ou dans des segments de pays, tenus à l'écart de la dynamique de la mondialisation capitaliste. Les lignes de clivage traversent les formations sociales et contribuent à la déstructuration des sociétés.

Hypothèses de travail en guise de conclusion

La loi du « développement inégal et combiné » est toujours d'actualité, à condition de bien comprendre qu'elle ne porte plus sur des économies nationales relativement homogènes : encore une fois, la carte des capitaux ne se superpose plus avec celle des États et le capital financier international a acquis une autonomie sans précédent historique.

La question théorique la plus difficile, et qui ne peut sans doute pas être élucidée aujourd'hui, est de savoir jusqu'à quel point les pays dits émergents ont acquis une véritable maîtrise des processus de production ou dans quelle mesure ils restent encore des sous-traitants soumis à la volatilité des capitaux internationaux. La réponse est sans doute différente selon les pays et les secteurs et il faut de ce point de vue remettre en cause l'homogénéité de la catégorie de pays « émergents ». De la réponse apportée à cette question, dépendra en fin de compte le degré de remise en cause nécessaire des conceptions classiques de l'impérialisme.

Une deuxième interrogation porte sur le caractère durable de cette nouvelle configuration de l'économie mondiale. D'un côté, l'épuisement de la croissance au Nord finira probablement par freiner la croissance au Sud et, d'un autre côté, les tensions sociales au Sud pèseront dans le sens d'une croissance plus aut centrée et donc ralentie.

Beaucoup de ces questions seront tranchées sur un terrain non strictement économique, mais social et écologique. L'organisation actuelle de l'économie mondiale conduit en effet à une fuite en avant permanente dans la régression sociale. C'est d'ailleurs ce

²¹ voir Mylène Gaulard, *Karl Marx à Pékin : les racines de la crise en Chine capitaliste*, Demopolis, 2014.

²² voir Chiara Piovani, « [Class Power and China's Productivity Miracle](#) », *Review of Radical Political Economics*, 2014, Vol. 46(3), 2014.

²³ Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines*, Armand Colin, 2012.

qu'impliquent les prévisions de l'OCDE citées plus haut, qui prédisent une montée universelle des inégalités, et dont le message peut être ainsi résumé : « Si vous voulez une plus forte croissance, selon l'OCDE, vous devez accepter une plus grande inégalité. Et vice versa. Même pour atteindre un taux de croissance médiocre de 3% pour l'économie mondiale, il faut rendre le travail "plus flexible", et l'économie encore plus globalisée²⁴ ».

Il y a enfin, surplombant les considérations qui précèdent, le défi du changement climatique qui impliquerait une coopération internationale et la bifurcation vers un autre modèle de développement. Mais ces deux conditions sont en contradiction avec la logique profonde du capitalisme qui est un système fondé sur la concurrence entre capitaux et sur la recherche du profit.

Il faut donc revisiter la théorie de l'impérialisme. Mais cela passe aussi par la construction patiente d'un nouvel internationalisme fondé sur la communauté objective d'intérêts des travailleurs mis en concurrence à travers le monde, au-delà de leurs différences de conditions de vie. C'est après tout dans les luttes que peut émerger une meilleure compréhension de cet adversaire commun

Annexe

Petite bibliographie sur les théories « classiques »

- Boukharine N. (1916) [*Imperialism and World Economy*](#).
Boukharine N. (1916) *L'économie mondiale et l'impérialisme* ([extraits](#)).
Boukharine N. (1924) [*Imperialism and the Accumulation of Capital*](#).
Hilferding R. (1910) [*Le Capital financier*](#).
Hobson J.A. (1902) [*Imperialism, A Study*](#).
Lénine V.I. (1916) [*L'impérialisme stade suprême du capitalisme*](#).
Luxemburg R. (1913) [*L'accumulation du capital*](#).
Luxemburg R. (1921) [*The Accumulation of Capital- An Anti-Critique*](#).
Mummery A., Hobson J. (1889), [*The Physiology of Industry*](#).

²⁴ Paul Mason, « [The best of capitalism is over for rich countries - and for the poor ones it will be over by 2060](#) », *The Guardian*, 7 July 2014.